

Un juge, un procureur, un expert, un banquier, un gouvernant, un paysan, sa femme, une jeune mère, une soignante, un assesseur : 10 personnes mini  
Le gouvernant et le banquier deviennent l'agent du gouvernement et le banquier local  
Les victimes peuvent devenir les porteurs de solutions , ( argentine, équateur, stephanois)

**Matériel :** chaises (pour les dossiers du proc, qq victimes (d'autres debout), les 2 prévenus)  
une table pliante un grand paravent au fond (contreplaqué ?), une grosse serviette avec dossiers, un fouet et un long bâton, deux costumes de magistrats, deux chapeaux coloniaux, 1 mors + rênes, 2 jeux de cartes, tenues de foot, un ballon (qui ne roule pas trop)

## SCENE 1

Peu de lumière. Décor pauvre. Un magistrat assis sur une chaise bancale examine des dossiers sur ses genoux. Un homme arrive et s'adresse à lui :

Le greffier :

Monsieur le Procureur, qu'est-ce qu'on fait des plaintes contre les politiques d'austérité ?

Le procureur :

vous classez

le greffier :

c'est que, cette fois, c'est grave. Les gens n'y croient plus, ils se retournent contre le gouvernement et les banques, ils contestent les emprunts

le procureur :

oh là là ! C'est ennuyeux...Faut désamorcer l'affaire... J'appelle l'Elysée  
Allo, l'Elysée ? Je voudrais savoir ce qu'on fait des plaintes contre les politiques d'austérité

L'Elysée (voix off) :

Vous rejetez, mon vieux

Le procureur :

c'est qu'il y en a des milliers, les gens commencent à s'agiter

l'Elysée :

et alors, on s'en fout. Classez !  
Et détruisez-moi tous ces dossiers

le procureur :

Ben, avec tous les scandales qu'il a fallu étouffer, la déchiqueteuse a rendu l'âme. Et on n'a plus d'argent pour la racheter...

L'Elysée :

Alors, débrouillez-vous , mon vieux, bouffez-les

Le procureur :

Bien, Mr le Président  
Il commence à mâcher les dossiers. Ca fait rigoler le greffier

Gros bruit dans la salle, entrée sous forme de manif des plaignants : stop, ça suffit, maintenant

Comparses dans la salle : ouais, le spectacle est mauvais, recommencez, on veut plus voir ça.  
Sifflets un ou deux se préparent à monter sur la scène en protestant

Le greffier en calmant de la main les spectateurs, en plaçant sur le côté de la scène les plaignants, dont certains s'assoient

Bon, on recommence :

on va faire sur cette scène ce qu'on devrait faire dans la réalité :

Il passe sur scène un habit de juge

## SCENE 2

Le juge :

Mr le Procureur, installez-vous (le proc s'assoit)

Faites entrer les prévenus : le banquier et le gouvernant (les désigne)

Entrent en protestant le gouvernant et le banquier (éventuellement poussés par un flic)

Le gouvernant se débattant:

c'est de l'abus de pouvoir !

le juge :

Mr Merkozy, vous vous taisez et vous vous asseyez

le banquier et le gouvernant s'assoient sur une chaise à droite de la scène

Le juge :

Et faites venir un expert

L'expert entre

(Au Procureur) :Bon, Mr le procureur, lisez-nous l'acte d'accusation

Le procureur : se levant

Bien sûr :il ouvre un gros cartable et commence à empiler sur une chaise d'énormes dossiers

Le juge :

c'est quoi tout ça ?

le procureur :

l'acte d'accusation

le juge :

on n'a pas 8 jours, on a une heure

Vous n'auriez pas un abrégé ?

Le procureur :

Bon, d'accord, mais c'est dommage : il sort de son cartable un document, qu'il lit

Nous accusons les institutions financières et les gouvernements qui en sont complices:

Il énumère en brandissant son pouce à chaque fois

D'étrangler les pays du sud depuis plus de 50 ans, en exigeant le remboursement d'emprunts depuis longtemps payés,

de produire toujours de nouveaux emprunts à des prix usuraires, dans le seul but de rembourser les premiers

D'affamer les populations en spéculant sur les céréales et les denrées alimentaires

De ruiner les pays en s'accaparant, pour investir ou se rembourser, leurs ressources en eau et en terres et les richesses de leur sous-sol

De financer des investissements dangereux pour la planète et pour la santé des hommes, avec la complicité des gouvernants

D'inciter au crédit et de causer volontairement la faillite de millions de personnes, dont ils vendent ensuite les biens

De fabriquer, avec les faillites, des produits financiers toxiques, refilés aux institutions publiques et aux collectivités locales

De truster, grâce aux gouvernants, les prêts aux Etats après en avoir dépossédé les banques centrales

De ruiner les dits Etats, qui pourtant les avaient renfloués, en leur prêtant avec des intérêts colossaux des sommes empruntées à bas prix à la BCE.

De planquer leurs profits dans des paradis fiscaux, pour les soustraire à l'impôt

D'intervenir directement dans la politique des Etats, en exigeant l'austérité. Ceci pour détruire toutes les conquêtes sociales. Et pour vendre les biens et services publics au privé. Avec la complicité des gouvernants.

De ruiner et désespérer ainsi des millions de personnes, vouées au chômage et à la précarité

D'utiliser des médias liés aux milieux financiers pour leur faire croire que c'est inévitable

De tuer la démocratie, en imposant une politique sans le consentement des populations, et en la faisant graver dans la constitution

Pendant tout l'acte d'accusation, le banquier et le gouvernant essaient de faire taire le procureur par tous les moyens. En protestant bruyamment, en criant, puis en essayant de le baillonner, en lui sautant sur le dos, etc  
Finalement, l'assesseur les tient à distance avec un fouet, comme des bêtes sauvages. Ils montrent les griffes

Le juge :

Heureusement que c'est le résumé...

Le banquier

C'est n'importe quoi. Vous êtes des communistes...

Il fait le signe de la croix : c'est dangereux, les communistes !

Le gouvernant :

Pire même, ce sont des terroristes !

Dès qu'on sort d'ici, on vous fait arrêter...

On a la meilleure police du monde pour réprimer les manifestations : on a même proposé nos services à Ben Ali

Le juge :

Taisez-vous

Je donne la parole aux plaignants

### SCENE 3 :

Jeune maman : (s'avance au milieu de la scène)

j'peux plus aller travailler, ya plus de crèches. Ils ont même supprimé la première année de maternelle. Il paraît que ça coûte trop cher, faut rembourser la dette. Alors, y a plus qu'le privé. Moi j'fais 32 h à Carrefour avec des horaires pas possibles, mon mari est au chômage, on peut pas payer pour les enfants...

le banquier :

Vos enfants vous remercieront plus tard. Ils auront profité de la présence de leur maman !  
C'est mieux que l'argent, l'amour d'une mère

Le gouvernant :

Faudrait peut-être aussi que votre mari accepte le travail qu'on lui propose. La France, c'est un pays d'assistés. Avec tous ces sans papiers qu'on a mis à la porte, je parie que s'il faisait pas le difficile, il trouverait

Banquier( levant les yeux et les bras au ciel)

Ils veulent tous leur samedi, leur dimanche et sortir à 6 h le soir. Ils s'accrochent à leur retraite à 60 ans et à leurs 5 semaines de vacances !

Le gouvernant

Et ils s'étonnent que la France soit endettée! Comme si les chinois avaient 5 semaines de vacances !

L'expert :

Mr le procureur, si la dette publique explose, ce n'est pas parce qu'on dépense trop : la dépense publique est stable depuis . . ans  
C'est d'abord parce qu'on a fait des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises

Le gouvernant :

Rien de plus juste : les riches donnent du travail aux autres. C'est bien normal de les récompenser. Et ils ont beaucoup de responsabilités. Moi, je me suis fais une augmentation de 170% en arrivant au pouvoir. Et voyez l'efficacité : une réforme par semaine !

Le banquier :

d'ailleurs si vous imposez les riches, ils iront s'implanter dans un autre pays  
Ou ils mettront leur argent aux îles caïman, c'est bien normal.

Le juge :

ils le font déjà ! C'est comme ça qu'on a des bananes qui poussent à Jersey ou de l'huile de baleine pêchée à Monaco  
Continuez, Mr l'expert

L'expert :

c'est vrai que sans les paradis fiscaux, il n'y aurait pas de dettes. C'est 55% du commerce mondial qui y transite. Des milliards d'euros sont planqués comme ça  
A côté, le travail au noir en Grèce ou les fraudes aux allocs chez nous, c'est peanuts

Le procureur :

Et la dette publique, c'est parce que les intérêts d'emprunts sont toujours plus lourds: depuis que les gouvernants ont volontairement changé la loi pour obliger les Etats à emprunter aux banques privées.

Les victimes, se regardant avec stupéfaction

Alors ça ! Les gouvernants ont joué contre l'intérêt des Etats !

Le Procureur

Exactement. Du coup, les Etats payent des intérêts lourds. Jusqu'à 12 ou 15 % pour la Grèce, alors que les banques privées, elles, empruntent à 1% à la Banque Centrale.

L'expert :

Et je ne vous parle pas des pays les plus pauvres : le FMI et la Banque Mondiale leur prêtent, et pour se faire rembourser, leur font brader toutes leurs richesses

le juge (au paysan)

Mr, voulez vous témoigner, s'il vous plaît

#### SCENE 4

Le paysan indhou : s'avançant, avec sa femme

Moi j'ai vendu ma terre, il y a 2 ans.

Sa femme :

On vit dans une maison en carton et en tôle à l'entrée de Calcutta.....

Le banquier, fredonnant : « ma maison est en carton, les escaliers sont en papier, les escaliers sont en papier ». chante de plus en plus fort, accompagné par le gouvernant.

Ils dansent

Le juge (après avoir vainement essayé de les arrêter) :

Taisez-vous ! c'est scandaleux !

Je vous expulse

(ils sortent, poussés par l'assesseur, se cachent derrière le paravent du fond de la scène, pour réapparaître en banquier local et agent du gouvernement avec chapeaux style colonial).

Expliquez-nous ce qui s'est passé

Le paysan

Mon père avait 2 Ha. C'était juste, mais quand la sécheresse n'était pas là, on s'en tirait. On avait nos outils, nos façons de faire

Sa femme :

Et puis, les gens s'entraidaient.

La vache, elle nous aidait à cultiver et elle donnait le lait aux petits

Le paysan :

Bien sûr, on rêvait à mieux... Alors, un type du gouvernement est venu, avec un autre de la banque : Il disait : arrache tout, plante du coton. Tu le vendras aux étrangers, ils en ont pas chez eux, ils sont riches : ça te rapportera 1000 dollars par mois

L'agent du gouvernement : (au juge)

Il fallait faire rentrer des devises, pour développer l'industrie ; arrêter d'acheter aux pays riches. Fallait donc cultiver et vendre ce que les étrangers ne produisaient pas

La paysanne : Pensez, 1000 dollars ! alors, moi, j'ai dit, comment on fait pour mettre du coton ?

L'agent du gouvernement (aux paysans) : Faudra acheter des graines et du round'up chez Monsanto, l'Etat a un accord avec eux. Tiens, y a là le contrat. Tu signes là, là et là (le paysan signe). Après, t'achète une machine pour le coton

Le paysan : Mais comment on fait pour payer les graines et la machine, on n'a pas d'argent

Le banquier local (en rigolant) :

C'est justement pour ça qu'on est là : clin d'œil + coup de coude à l'autre Pour les graines, tu vends ta vache. Pour la machine, je suis banquier, je m'en occupe : on te prête l'argent, tu nous rembourseras quand t'auras vendu ton coton. C'est pas super ???

(au juge) : quand je vous disais qu'on était des gens généreux. On a tout fait pour le développement de ces pays. Mais beaucoup ne font rien pour s'en sortir

La paysanne :

On était drôlement heureux

Ca a marché un an ou 2, sauf qu'on n'avait pas compris que toutes les années, faudrait racheter les graines de Monsanto. Et des quantités de round up pas possibles. Et le round'up, il a tout détruit : les arbres, les légumes

Et le coton, il s'est vendu beaucoup moins cher que prévu. Et chaque année c'était pire.

Le banquier (au paysan, d'un air méprisant):

tu laisses ta femme se mêler d'économie? (elle se tasse par terre et se tait)

(au juge) : qu'est-ce que vous voulez, les cours du coton ont baissé. Personne n'y est pour rien

L'expert

C'est faux, Mr le juge : c'est la spéculation des financiers qui a fait baisser les cours. Et la pression des multinationales sur les prix

Le paysan :

Ca se mange pas le coton. On a dû acheter à manger et on n'a pas pu rembourser. Et les intérêts, ils sont devenus beaucoup plus gros. On avait toujours plus à payer. On n'a pas pu...

Le banquier :

que voulez-vous, les taux d'intérêts, ça peut varier ; c'est le b a ba. Si on commence à ne pas payer ses dettes sous prétexte qu'on n'a pas d'argent, c'est la fin de la société...

Le paysan (désignant l'agent du gouvernement):

Alors, un jour, ce Mr est venu : il nous a pris la terre, nous a donné 3 kilos de riz, et les soldats nous ont chassés

L'agent du gouvernement :

C'était l'intérêt du pays, Mr le juge. Nous aussi on devait payer nos dettes, toujours plus fortes. Sans ça le FMI et la Banque Mondiale nous coupaient les vivres. Ils nous ont obligés à vendre les terres et les sources aux Européens et aux Américains pour faire des biocarburants. Ailleurs, c'était pour creuser des mines

Le banquier :

**Au gouvernant :** allons, on vous payait des petits bénéfices aussi... Et puis, ce n'est pas si mal, voyons : les riches font travailler les indigènes. Ça crée de l'emploi

**expliquant au juge :** ya qu'eux qui peuvent travailler 10h tous les jours avec cette chaleur. Et ils coûtent moins cher ... Tout le monde y gagne

Le juge

Si je comprends bien, ça crée surtout des profits...

Écoutons la plaignante suivante **le gouvernant et le banquier enlèvent leur chapeau colonial**

SCENE 5 :

Soignante de l'hôpital :

j'ai perdu mon travail il y a 6 mois et j'ai rien retrouvé : il n'y a plus de boulot dans la région  
Voyons, on est en juin 2016... Ça faisait donc 35 ans que j'travaillais à l'hôpital de Briançon, ils ont supprimé mon service en janvier

oh, ça fait un moment qu'c'était pénible : toujours moins nombreux, toujours plus pressurée, j'étais crevée. On finissait par faire des erreurs. Mais c'était du travail...

le gouvernant :

Les semaines creuses, il y en avait aussi... Vous croyez pas qu'on allait vous payer à rien faire !

**S'adressant au juge :** Comme si on pouvait financer des lits qui sont occupés une fois sur deux...

**(S'adressant à la soignante) :** Avec la dette publique qui explosait ! Faut être responsable !

le Banquier :

On peut quand même pas garder un hôpital pour des paumés, au fond de la montagne, dont la majorité n'est même pas foutue d'se faire réanimer de temps en temps!!!

La Soignante :

Après la réa, il y a eu la pédiatrie, puis la maternité, à cause des prématurés. On nous a dit qu'il y avait des risques pour la maman ou le bébé, qu'on n'était plus assez équipés

Le Gouvernant sentencieux

Les bébés, c'est prioritaire. C'est l'avenir de la France et le trésor des parents. Faut pas les mettre en danger, quand même !

L'expert :

Sauf que les mères maintenant, elles accouchent dans leur voiture pendant le trajet. C'est pas prouvé qu'on y gagne, question avenir des bébés

La Soignante : depuis l'an passé, on n'a plus fait non plus d'opération. Juste réduire les fractures simples, pour les touristes. Maintenir un vrai bloc, c'était trop cher, on nous disait

Le Gouvernant :

Mais non, c'est parce que vos chirurgiens, ils perdaient la main, à force... Supprimer la chirurgie, c'était une question de santé publique...

Le Banquier :

Et vous pensez aux vieux qui vous font un arrêt cardiaque ou un AVC quand on les opère ! Sans réa, mais vous voulez les faire crever ! Faire baisser la population locale ?

L'expert :

En fait, la population de Briançon, elle n'arrête pas de baisser. Quand les menaces de fermeture de services ont commencé, les autres établissements de soin ont pris les devants : ils sont partis... 500 emplois détruits. Du coup des commerces qui ferment, des artisans aussi, les impôts locaux qui montent encore, les gens qui peuvent plus payer...

Le procureur :

Mais ce qu'on n'a jamais dit à Madame, c'est que si l'hôpital était en déficit, c'est pas parce qu'il y avait trop de personnel. C'est parce l'agence de santé avait exigé des investissements coûteux. L'hôpital devait rembourser les prêts aux banques

L'expert :

Et que, pour les prêts, Dexia avait refile à l'hôpital 16 millions d'emprunts toxiques. En 2010, l'hôpital payait déjà 23 % de plus que les intérêts prévus. Puis, à partir de fin 2012, les taux se sont inversés, et on est passé d'un coup à des intérêts à 15 %

(Se tournant vers le banquier) : vous vous êtes bien remplis les poches

Le banquier :

Alors là, je proteste. Si le cours du franc suisse a changé, c'est quand même pas not' faute. (se tournant vers le procureur) : On n'est que des banquiers, Mr le Procureur, on peut pas tout prévoir...

Le procureur :

C'est quand même vous qui les avez refile, ces prêts. Vous saviez qu'ils étaient pourris. Et à la ville aussi : 42 millions entre 2003 et 2008 : du Dexia, du Goldman Sachs, du JP Morgan ! Et il y en a pour 20 ans encore. Si les taux s'inversent, et tous les experts pensent qu'ils le feront un jour, la ville dépose le bilan. C'est du vol caractérisé

Le banquier :

Oh !, Mr le Procureur ! Voyons, les élus sont des gens intelligents. Quand un prêt est indexé sur le change avec le franc suisse ou sur des taux encore plus imprévisibles, tout le monde sait qu'il y a des risques. Sur 30 ans ! Tout le monde sait qu'on ne maîtrise pas ça...

Le procureur :

Vous étiez habiles : les contrats étaient très opaques. Et puis, vous promettiez des intérêts très bas pendant 3 ans. Les maires réalisaient plein de choses. Tout en bouclant leur budget. C'était bon pour leur réélection

La soignante :

J'en connais quand même un à qui ça n'a pas réussi...

Le gouvernant :

Voyons, Mr le juge, qui ne risque rien n'a rien

Le banquier :

La vie, c'est le risque. Le risque donne tout son sel à la vie

Le juge (au banquier)

Sauf que vous, vous êtes toujours gagnants : si vous gagnez le pari, la ville vous paye des intérêts énormes. Si vous perdez, vous êtes assurés. Les seuls perdants, c'est les gens.

La soignante :

Mais il faut qu'on fasse quelque chose avant qu'ils détruisent tout !



(à l'expert) : Ces emprunts toxiques, expliquez-moi : ça marche comment ?

L'expert

Regardez (il sort un jeu de cartes)

tout ça c'est des emprunts merdiques : ils valent rien parce que les emprunteurs ne peuvent plus les rembourser. Ca s'appelle des subprimes. Je vais pas les garder. Alors, j'invente un produit financier : je mélange des subprimes de plein d'Etats différents : ils feront pas faillite en même temps. (il bat les cartes) Je fais des paquets de 1000 emprunts, (il fait 4 paquets qu'il dispose sur la chaise) et je les vends en promettant un bon rendement. Qui en veut ?

Le banquier (s'en emparant avec un geste avide)

Moi, je les prends

la soignante :

Mais alors, c'est vous qui êtes dans le bouillon si tous les emprunteurs entrent dans la crise en même temps

Le banquier :

Vous croyez que j'aurais pris ce risque ? vous êtes naïve ! J'ai découpé mes paquets de 1000 en 5, et je les ai mélangés avec des obligations d'Etat (il sort de sa poche un autre jeu de cartes et recouvre ses 5 paquets avec des cartes de ce jeu). Du solide, pas de la dette grecque, bien sûr. Ca donne confiance. Puis je les ai vendues... à Natixis, à Dexia

L'expert :

C'est comme le mistigri : c'est le dernier qui prend le paquet qui perd. Dexia , lui, les a refileés aux collectivités locales, aux HLM, aux hôpitaux. En leur présentant comme des produits sûrs.

La soignante

C'est dégueulasse

7 Le procureur :

Mr le juge, je pense en avoir assez dit . Je terminerai en disant ceci :

(s'adresse au banquier et au gouvernant)

Vous faites semblant de vous désoler, mais finalement, la dette à rembourser, ça vous arrange : depuis longtemps ça vous a permis de récupérer les richesses des pays pauvres. Maintenant, ça vous permet d'attaquer les salaires et les droits dans les pays riches. Et, de vous emparer des services publics pour vos profits privés. Vous en rêviez, vous trouvez là l'occasion de le faire... Et le pire, c'est que vous cherchez à persuader les victimes que c'est la seule solution.

Le juge :

Et moi j'en ai assez entendu. Ce tribunal déclare coupables les financiers qui gagnent de l'argent sur le dos des peuples et les gouvernants qui les soutiennent.

3 victimes s'éclipsent discrètement au fur et à mesure derrière le paravent et se changent : maillot de foot ou drapeau : Argentin, Equatorien et Stéphanois. L'un a un ballon à la main

**Au gouvernant** : vous êtes condamné à déchirer feuille par feuille vos mesures d'austérité. Vous renoncerez à inscrire dans la constitution le droit au contrôle par l'UE des dépenses publiques. C'est antidémocratique et contraire à la souveraineté nationale. Par conséquent, vous me copierez en plus 100 fois la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. **Lui donne papier et crayon**

Au banquier : Quant à vous, le remboursement d'emprunts excessifs n'est pas une priorité. On a déjà renfloué les banques avec l'argent public, on dit stop.

Les paiements seront suspendus. Donnons la priorité aux besoins des gens. Et à la reconversion écologique, c'est urgent.

Les citoyens, avec des experts, examineront les dettes et jugeront quelle part il est légitime de vous rembourser. Et à quel taux. Et quels emprunts sont trop scandaleux pour être remboursés.

Je vous condamne à être au service du bien public et à être contrôlés par les citoyens pour vous empêcher de nuire. Joint le geste à la parole, et lui passe le mors dans la bouche. Une victime le tient par les rênes. Il secoue la tête et cherche à parler :

Le banquier : (essayant de retirer le mors)

vous avez tort, nous sommes les maîtres du monde.. Le FMI, la Banque Mondiale vous mettront à terre

le gouvernant :

Les investisseurs désertent le pays, et l'économie s'effondrera. Bruxelles et la BCE ne supporteront pas, l'Allemagne non plus.

Le banquier : (appelle) :

Eh, Christine ! Hep, Mario (plusieurs fois)...Mario !!!

Le gouvernant : (appelle)

Manuel, Angela, à moi !

Ils appellent ensemble, d'un ton de plus en plus péremptoire

Le banquier, menaçant, aux spectateurs

Vous payerez la dette, et vite ! Ici, c'est du théâtre ; vous verrez dans la réalité.

Le banquier et le gouvernant (ensemble) :

Il n'y a pas d'alternative

(murmure de désolation dans la salle)

**8** Arrivée bruyante de trois personnages: l'Argentin, l'Equatorien, le Stéphanois avec maillot et un ballon de foot

ah ça, ce n'est pas vrai !

Ils montent sur la scène. Le juge et le procureur s'éclipsent. L'un d'entre eux se cache derrière le paravent : il lira la constitution de l'Equateur

l'expert, le reste des victimes s'assoient et les écoutent avec attention

L'Argentin ;montrant aussi les deux autres

On a tous refusé de payer les dettes et tout va beaucoup mieux qu'avant

Ils se tiennent par les coudes ou les épaules et chantent : on est les champions...

L'Argentin :

C'est nous qui avons commencé. Ah, ça a été un beau match. A la fin, on les a mis KO !

Le Stéphanois :

Raconte...

On prend un pot ?

S'assoient à la table. On leur apporte 3 verres et une bouteille

### L'Argentin

Tu sais , en 2001, c'était l'effondrement. A cause de la dette et des plans d'ajustement du FMI. L'inflation galopait, les entreprises fermaient, les fonctionnaires plus payés, la totale, quoi. On a suspendu notre dette de 100 milliards pendant 4 ans. Après, on l'a renégociée à 45 milliards. Maintenant, l'Argentine a pu redémarrer, et on est sur un taux de croissance de 9%

### Le Stéphanois :

super, dis donc

### L'Equatorien

nous, on a suivi l'exemple. En Equateur, c'était le cercle vicieux à cause de la dette : l'argent qui foutait le camp : les investisseurs et les banques nous piquaient tout., donc tout le bataclan : l'austérité, les fonctionnaires liquidés, donc la récession, donc l'augmentation des intérêts. Un peu comme la Grèce en pire, quoi.

### Le Stéphanois :

On voit, c'était pas le Pérou, quoi !

il rigole

### L'Equatorien

Le FMI et la Banque Mondiale décidaient pour nous, le parlement n'avait plus aucun pouvoir.

### L'argentin :

Et alors ?

### L'équatorien :

Les gens n'en pouvaient plus. Quand Corréa est arriv, il a fait un audit de la dette, et tout le peuple s'est mobilisé sur cette question.. L'Equateur a arrêté les remboursements le temps de définir quelles dettes étaient légitimes

### L'argentin :

Ben dis donc, c'était gonflé !

### l'expert (ou la salle)

c'était quoi le critère, pour dire qu'une dette était légitime ?

### L'équatorien

La dette était légitime, quand elle finançait un investissement utile au peuple

Elle était illégitime, quand elle avait servi à renflouer le privé ou qu'elle venait de contrats abusifs

C'est 70 % de la dette qu'on a refusé de rembourser

### Le stéphanois :

Purée, c'est énorme ! Et comment ça s'est passé avec les créanciers ? Le FMI, les Banques, les fonds de pension, ils ont accepté de perdre tout ça ?

### L'équatorien :

Les experts nous avaient prédit la catastrophe, . Mais les gens étaient très mobilisés, les financiers ont eu peur de la contagion en Amérique latine. Ils ont accepté.

### L'expert (ou la salle)

Et après ?

### L'équatorien

L'Etat a récupéré 7 milliards de dollars, qu'il a investis dans la santé, l'éducation, les aides sociales. Du coup, la croissance a repris. On en est à 4%  
Après, on a changé la constitution pour empêcher que ça recommence

### Voix du juge derrière le paravent :

Constitution de l'Equateur :

Article 290 :

- On veillera à ce que l'endettement public n'affecte pas la souveraineté nationale, les droits humains, le bien-être et la préservation de la nature.
- L'endettement public financera exclusivement des programmes et projets d'investissement dans le domaine des infrastructures, ou des programmes et projets qui génèrent des ressources permettant le remboursement. On ne pourra refinancer une dette publique déjà existante qu'à des conditions plus avantageuses pour l'Equateur
- Les dettes déclarées illégitimes par un organisme compétent seront remises en cause
- L'étatisation des dettes privées est interdite

Article 291 :

- Les organes compétents, déterminés par la Constitution et la loi, réaliseront des analyses financières, sociales et environnementales de l'impact des projets afin de déterminer s'ils seront financés. Ces organes procéderont également au contrôle et à l'audit financier, social et environnemental à chaque phase de l'endettement public

### L'Argentin :

Ouhaou ! Et il paraît qu'en Islande, le peuple a aussi rejeté une partie de la dette et qu'ils sont en train de réécrire une constitution. Avec des simples citoyens, dis donc ! Tirés au sort, et conseillés par des experts !

### Le Stéphanois

En France, on n'en est pas encore là, mais ya presque une centaine de collectifs pour l'audit de la dette, déjà

Nous, à St Etienne, on avait 70% d'emprunts toxiques. Alors, avec les élus, on s'est battus. Le maire s'est pas laissé faire : comme la banque ne voulait pas renégocier, il l'a attaquée en justice. Pour contrats illégaux.

### L'équatorien :

Elle a fait quoi, la banque ?

### Le Stéphanois :

Horrible ! ils ont demandé une astreinte de 10000 euros par jour de retard. On avait les boules...Le maire, il en bouffait ses dossiers !

### L'argentin

Et alors ?

### Le Stéphanois :

On a gagné : le tribunal des référés vient de dénoncer l'illégalité des emprunts

*Les trois, s'adressant à la salle :*

L'Argentine, l'Equateur, l'Islande, St Etienne

Bon, alors nous, qu'est-ce qu'on attend pour faire des audits de la dette ?

**Tous ensemble** : On va l'accepter encore longtemps la tyrannie des marchés ?

**Se lèvent et entonnent la CARMAGNOLE en se tenant par l'épaule**

**les personnages encore présents sur scène se lèvent et chantent et dansent avec eux:**

<i><u>CARMAGNOLE</u></i>
--------------------------

**Nos dirigeants européens** tous

**Nos dirigeants européens** tous + la salle

**Veulent racketter les salariés** meneur

**Pour mettre dans la poche des banquiers**

**Veulent racketter les salariés** tous + la salle

**Pour mettre dans la poche des banquiers**

**Mais ça ne marchera plus** tous

**On n'sera pas tondus**

**Dansons la carmagnole** tous

**A bas le son, à bas le son**

**Dansons la carmagnole**

**A bas le son du pognon**

**Madame la chef du FMI....** tous

**Madame la chef du FMI** tous + la salle

**Veut casser notre société** meneur

**Pour combler les privilégiés**

**Veut casser notre société** tous + la salle

**Pour combler les privilégiés**

**Mais son coup va manquer,** tous

**On r'joint les indignés**

**Dansons la carmagnole** tous + la salle

**A bas le son, à bas le son**

**Dansons la carmagnole**

**A bas le son du pognon**

**Monsieur le chef d'la BCE** tous

**Monsieur le chef d'la BCE....**tous + la salle

**Fait tout pour mettre l'Etat par terre** le meneur

**Pour enrichir les actionnaires**

**Fait tout pour mettre l'Etat par terre** tous + la salle

**Pour enrichir les actionnaires**

**Mais on s'laissera pas faire** tous

**On garde nos fonctionnaires**

**Dansons la carmagnole** tous + la salle

**A bas le son, à bas le son**

**Dansons la carmagnole**

**A bas le son du pognon**

**Il ne faut pas tout rembourser ....tous**  
**Il ne faut pas tout rembourser .... tous + la salle**  
**Il faut r'trouver l'égalité le meneur**  
**Et qu'la terre s'refasse une santé**  
**Il faut r'trouver l'égalité tous + la salle**  
**Et qu'la terre s'refasse une santé**  
**On relève le défi tous**  
**D'une vraie démocratie**

**Dansons la carmagnole tous + la salle**  
**A bas le son, à bas le son**  
**Dansons la carmagnole**  
**A bas le son du pognon**